

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

LIGUE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE DE HANDBALL

Association Loi 1901

19 rue Alain Savary
25000 BESANCON



Siège social : 9 rue Jacquard, Tour Maty - 25000 BESANCON - Tél. : +33 (0)3 81 84 49 13
Commissaires aux Comptes inscrits sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes rattachés à la CRCC de Besançon-Dijon
SARL au capital de 50 320 € - RCS Besançon 443 160 817 - www.cofides.fr

La Comptabilité
EXPERTISE COMPTABLE & CREATIVITE

Baume-les-Dames

Cofides L'audit
AUDIT LEGAL & STRATEGIE

Belfort

Besançon

Prévio Patrimoine
VOTRE REUSSITE, AUJOURD'HUI & DEMAIN

Dijon

Morteau

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association LIGUE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE DE HANDBALL,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LIGUE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE DE HANDBALL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne le rattachement à l'exercice des éléments d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

5. RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Besançon, le 30 mai 2025

Pour COFIDES-L'AUDIT

Pierre-Luc SŒUR

Commissaire aux comptes

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- BILAN ACTIF -

LIGUE DE HANDBALL BFC

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N			N-1
	Brut	Amort. et Prov.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Capital souscrit non appelé				
Immobilitisations incorporelles (1)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	19 888	19 888		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilitisations corporelles				
Terrains	27 824		27 824	27 824
Constructions	2 342 249	2 160 442	181 807	196 016
Installations techniques, matériel et outillages industriels	4 044	3 524	520	114 773
Autres immobilisations corporelles	706 407	363 147	343 260	92 467
Immobilitisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilitisations financières (2)				
Participations évaluées selon méthode équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés	50 393		50 393	50 393
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 723		1 723	8 003
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	3 152 528	2 547 002	605 526	489 476
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	762 571		762 571	747 676
Autres créances	154 862	80 423	74 439	58 243
Capital souscrit et appelé, non versé				
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	970 559		970 559	1 028 591
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	259 122		259 122	236 529
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 147 114	80 423	2 066 691	2 071 038
Frais d'émissions d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF GENERAL	5 299 642	2 627 425	2 672 217	2 560 514
Renvois:				
(1) Dont droit au bail :				
(2) Dont part à moins d'un an :				
(3) Dont part à plus d'un an :				

- BILAN PASSIF -

LIGUE DE HANDBALL BFC

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1	
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel (dont versé: 0,00)			
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	974 001	798 065	
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	58 297	175 936	
Situation Nette	1 032 298	974 001	
Subventions d'investissement	27 447	8 647	
Provisions réglementées			
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 059 745	982 649	
AUTRES FONDS PROPRES			
Produit des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES			
PROVISIONS			
Provisions pour risques	4 350	4 350	
Provisions pour charges			
TOTAL PROVISIONS	4 350	4 350	
DETTES (1)			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissement de crédit (2)	318 466	282 895	
Emprunts et dettes financières divers (3)			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	304 080	418 942	
Dettes fiscales et sociales	118 412	80 281	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachées			
Autres dettes	344 900	378 192	
Comptes de régularisation			
Produits constatés d'avance	522 264	413 206	
TOTAL DETTES	1 608 122	1 573 516	
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF GENERAL	2 672 217	2 560 514	
Renvois :			
	à plus d'un an	215 764,00	191 929,00
	à moins d'un an	1 392 358,00	1 381 587,00
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque :			
(3) Dont emprunts participatifs :			

- COMPTE DE RESULTAT -

LIGUE DE HANDBALL BFC

du 01/01/2024 au 31/12/2024

			N	N-1
Produits d'exploitation	France	Export		
Ventes de marchandises				-698
Production vendue - biens				
Production vendue - services	719 255		719 255	711 517
Chiffre d'affaires net	719 255		719 255	710 819
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			157 593	220 585
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			44 725	18 589
Autres produits			1 396 195	1 268 919
Total des produits d'exploitation I (1)			2 317 768	2 218 913
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				34
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (3)			943 247	916 564
Impôts, taxes et versements assimilés			49 519	39 379
Salaires et traitements			506 435	400 701
Charges sociales			149 141	117 427
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux amortiss...			63 301	60 502
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux provisio...				
Dotations d'exploitations sur actif circulant : dotations aux provisi...				
Dotations d'exploitation pour risques et charges : dotations aux prov...				
Autres charges			546 772	510 545
Total des charges d'exploitations II (2)			2 258 416	2 045 153
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			59 353	173 760
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée III				
Perte supportée ou bénéfice transféré IV				
Produits Financiers				
Produits financiers de participations (5)			10 370	4 526
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobil...				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			1 562	1 511
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			11 932	6 037

- COMPTE DE RESULTAT -

LIGUE DE HANDBALL BFC

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (6)	4 149	4 249
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (VI)	4 149	4 249
RESULTAT FINANCIER (V) - (VI)	7 783	1 788
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	67 135	175 547
Produits Exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		96
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 001	2 250
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits Exceptionnels VI	3 001	2 346
Charges Exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 110	776
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 050	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles VII	9 160	776
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI-VII)	-6 159	1 571
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	2 679	1 182
BENEFICE OU PERTE	58 297	175 936
Renvois:		
(1) dont produits d'exploitation sur exercices antérieurs :		
(2) dont charges d'exploitations sur exercices antérieurs :		
(3) dont crédit-bail mobilier :		
(3) dont crédit-bail immobilier :		
(5) dont produits concernant les entreprises liées :		
(6) dont intérêts concernant les entreprises liées :		

LIGUE DE HANDBALL BFC

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2024

La Ligue de Bourgogne Franche-Comté de Handball est une association déclarée, créée avec l'accord de la Fédération Française de Handball (F.F.H.B.)

Elle est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et les textes législatifs et réglementaires applicables aux associations et ce relatif à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, notamment le code du sport.

Elle a pour objet :

- Promouvoir l'éducation par les activités physiques et sportives et l'accès de toutes et de tous aux activités en lien avec le Handball,
- Rassembler toutes les associations faisant pratiquer le Handball et ses disciplines dérivées, connexes et complémentaires ainsi que le para-Handball,
- Organiser, développer et contrôler la pratique du Handball et ses disciplines dérivées, connexes et complémentaires ainsi que le para-Handball,
- Contribuer à la mise en œuvre et à l'animation de toutes formations utiles au développement de la pratique du Handball et disciplines dérivées, connexes et complémentaires ainsi que le para-Handball,
- Organiser et promouvoir l'accession à la pratique des activités arbitrales,
- S'assurer du respect des règles techniques, de sécurité, d'encadrement et de déontologie relatives au Handball,
- Organiser la surveillance médicale de ses licenciés

La ligue de Handball Bourgogne Franche-Comté est administrée par un conseil d'administration de 38 membres élus le 24/10/2020. Il met en œuvre le projet territorial « cap 2024 » adopté par l'assemblée générale et en coordonne les modalités d'application.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 2 672 217€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice net comptable de 58 297€

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice :

Événements principaux :

Aucun événement ni élément significatif ne sont survenus au cours de l'exercice.

Principes, règles et méthodes comptables :

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Informations relatives au bilan

Actif :

Immobilisations

Immobilisations Corporelles et Incorporelles :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Principaux Mouvements de l'exercice :

Immobilisations Incorporelles et Corporelles	Valeur brute Début D'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur Brute Fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Fond Commercial	-	-	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles	19 888	-	-	-	-	19 888
Total Immobilisations Incorporelles (I)	19 888	-	-	-	-	19 888
Terrain	27824	-	-	-	-	27 824
Constructions	2 342 249	-	-	-	-	2 342 249
Installations techniques, matériels et outillages industriels	136 702	-	-	-132 658	-	4 044
Installations générales, agencements, aménagements divers	163 551	-	170 163	140 484	-	474 198
Matériel de transport	73 436	-	-	-	-	73 436
Matériel de bureau et informatique, mobilier	151 130	-	15 469	-7 826	-	158 773
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-
Total Immobilisations Corporelles (II)	2 894 892	-	185 632	-	-	3 080 524
Total Général (I + II)	2 914 780	-	185 632	-	-	3 100 412

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition sont rattachés au coût d'acquisition.

Immobilisations Financières	Valeur brute Début D'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur Brute Fin d'exercice
		Réévaluation n	Acquisitio n	Virement s	Cessions / Rebuts	
Participations évaluées selon méthode équivalence	-	-	-	-	-	-
Autres participations	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	50 393	-	-	-	-	50 393
Prêts & Autres Immobilisations financières	8 003	-	770	-	7 050	1 723
Total Général	58 396	-	770	-	7 050	52 116

Amortissements :

Amortissements	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin D'exercice
		Amortissement	Amortissement	
Incorporelles	19 888	-	-	19 888
Corporelles	2 463 812	87 845	24 543	2 527 114
TOTAL	2 483 700	87 845	24 543	2 547 002

Durées d'amortissement :

Immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire / Dégressif	20 à 50 ans
Matériel et Outillage	Linéaire / Dégressif	5 à 10 ans
Matériel de Transport	Linéaire / Dégressif	4 à 5 ans
Matériel de Bureau	Linéaire / Dégressif	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire / Dégressif	10 ans
Installations générales	Linéaire / Dégressif	10 à 20 ans

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du cout d'achat unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Produits à Recevoir

Produits à Recevoir		Montant
Intérêts Courus	Immobilisations Financières	-
	Participation Groupe	-
	Participation Hors Groupe	-
	Clients	-
	Associés	-
	Valeurs Mobilières de Placement	-
Autres Produits	Facture à Établir	57 101
	RRR à obtenir, Avoir à Recevoir	-
	Personnel	-
	Sécurité Sociale	-
	État	-
	Divers	3 913
Total		61 014

État des Créances :

ETAT DES CREANCES		Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		-	-	-
Prêts		-	-	-
Autres immobilisations financières		1 723	-	1 723
Clients douteux ou litigieux		-	-	-
Autres créances clients		762 571	762 571	-
Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie antérieurement constatée		-	-	-
Personnel et comptes rattachés		-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-
État et collectivités Publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	-	-	-
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
	Divers	49 288	49 288	-
Groupe et associés		-	-	-
Débiteurs divers		105 575	105 575	-
Charges constatées d'avance		259 122	259 122	-
Totaux		1 178 278	1 176 555	1 723

VALEUR MOBILIÈRES

Valeurs Mobilières de Placement	N	N - 1
Valeurs Mobilières de Placement	-	-
Banques	970 559	1 028 591
Total	970 559	1 028 591

PASSIF

Tableau de Variation des Fonds Propres :

Variation des fonds Propres	Ouverture	Affectation Résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	Clôture
Fonds propres sans droit de reprise	-				-
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Écarts de réévaluation	-				-
Réserves	798 065	175 936			974 001
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	175 936	-175 936	58 297		58 297
Situation nette	974 001	-	58 297	-	1 032 298
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	8 647		21 801	3 001	27 447
Provisions réglementées	-				-
Total	982 648	0	80 098	3 001	1 059 745

Provisions pour Risques et Charges

PROVISIONS	Montant Brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A + 5 ans
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immos	-	-	-	-
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions	-	-	-	-
Provision pour charges soc. et fisc. sur congés à payer	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	4 350	-		4 350
TOTAUX	4 350	-		4 350

État des Dettes :

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	+ 1an, 5 ans au +	A + 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an max. à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à + de 1 an à l'origine	318 466	102 702	166 760	49 004
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	304 080	304 080	-	-
Personnel et comptes rattachés	42 976	42 976	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	48 906	48 906	-	-
Impôts sur les bénéfices	2 679	2 679	-	-
T.V.A.	-	-	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	23 851	23 851	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	-	-	-	-
Autres dettes	344 900	344 900	-	-
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	522 264	522 264	-	-
TOTAUX	1 608 122	1 392 358	166 760	49 004

Charges à Payer

Charges à Payer :		Montant
Congés payés	Congés payés	37 420
	Charges sociales	14 257
	Charges fiscales	-
Intérêts Courus	Emprunts et Dettes	-
	Dettes participations Groupes	-
	Dettes participations Hors Groupe	-
	Dettes sociétés en participation	-
	Fournisseurs	-
	Associés	-
	Banques	-
	Concours bancaires courants	-
Autres Charges	Factures à recevoir	51 388
	Remise Rabais Ristournes, Avoir à établir	-
	Participations des salariés	-
	Personnel	2 400
	Organismes Sociaux	968
	Autres charges fiscales	-
	Divers	150
Total		106 583

Compte de Résultat :

Subventions d'exploitation :

- 5 000 € au titre de l'acquisition de matériels de musculation. Cette subvention est virée au compte de résultat sur une période de 5 ans.
Au 31/12/24, cette subvention a entièrement été virée au résultat.

- 10 000 € au titre de l'acquisition de fauteuils pour la pratique du handball adapté. Cette subvention est virée au compte de résultat sur une période de 8 ans.
Au 31/12/24, il reste 6 517 € à virer au résultat.
- 8 886 € au titre de l'acquisition de mobilier adapté. Cette subvention est virée au compte de résultat sur une période de 5 ans.
Au 31/12/24, il reste 8 617 € à virer au résultat.
- 12 915 € au titre de l'acquisition d'agencements. Cette subvention est virée au compte de résultat sur une période de 5 ans.
Au 31/12/24, il reste 12 312 € à virer au résultat.

Honoraires du Commissaire aux Comptes :

Les honoraires du Commissaire aux Comptes payés sur l'exercice s'élèvent à 8 644 €.

Autres Informations :

Litige CETRE DESPOT :

Les détournements de fonds réalisés par Messieurs Jean-Marc CETRE et Jean-Baptiste DESPOT ont été constatés, à l'origine, à hauteur de la somme arrêtée le 22 février 1995 par le tribunal de grande instance de Dijon :

-M. Jean-Marc CETRE reste devoir 21 453.72 €

-M. Jean-Baptiste DESPOT reste devoir 58 969.48 €. Il a remboursé 1 200 € sur l'exercice.

Les sommes restant dues sont provisionnées à 100 % en vertu du principe de prudence.

Litige en cours :

Le 15 novembre 2013, la Ligue de Bourgogne de Handball a fait l'objet d'une assignation devant le tribunal de grande instance de Dijon relativement à un préjudice corporel subi par un membre du Pôle. Suite au jugement du TGI de Dijon du 16 juin 2015, la Ligue est déclarée responsable du préjudice subi par cette personne et devra, avec son assureur, réparer ce préjudice. Une expertise médico-légale a été ordonnée à cet effet. Les conclusions ne sont toujours pas rendues à la date d'arrêtés des comptes. Il convient de préciser que le contrat d'assurance souscrit par la fédération Française de Handball prévoit la prise en charge des préjudices corporels à hauteur de 15 000 000 € et ce, sans franchise. Le dossier d'indemnisation est évalué par l'assureur à environ 130 000 €.

De ce fait, aucune provision n'est constatée comptablement.

Effectif moyen :

L'effectif moyen est de 13 salariés.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total
Cadres	4	1	5
Employés	5	8	13
	9	9	18

Engagements donnés ou reçus :

Donnés :

Type Engagement	N	N-1
Caution	70 000	70 000

Engagement Retraite :

La provision d'indemnité de départ à la retraite a été évaluée conformément au Règlement de l'ANC Numéro 2013-02.

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 10 621 EUROS

Ces derniers se limitent à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraites sont les suivants :

- départ à la retraite : 64 ans pour les cadres et les non cadres,
- calcul selon l'indemnité en vigueur,
- taux d'évolution salariale : 1% pour les cadres et 1 % pour les non cadres
- taux d'actualisation : 3.37 %